



RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 01758

Numéro SIREN : 793 217 167

Nom ou dénomination : 3 RUE DU POIDS DE L'HUILE

Ce dépôt a été enregistré le 09/11/2015 sous le numéro de dépôt A2015/016726

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
TOULOUSE



1891377

Dénomination : 3 RUE DU POIDS DE L'HUILE
Adresse : 4 ter place Alfonse Jourdain 31000 Toulouse -FRANCE-
n° de gestion : 2013B01758
n° d'identification : 793 217 167
n° de dépôt : A2015/016726
Date du dépôt : 09/11/2015

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 16/10/2015
contenant modification de l'objet social



1891377

3 RUE DU POIDS DE L'HUILE
Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 euros
Siège social : 4 ter, Place Alphonse Jourdain - Toulouse (31000)
793 217 167 R.C.S. Toulouse

Certifié conforme

ACTE SOUS SEING PRIVE CONSTATANT LES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 16 OCTOBRE 2015

LE SOUSSIGNE :

- **La société GROUPE THIERRY OLDAK**, société par actions simplifiée au capital de 1.564.419,50 euros dont le siège est situé 4 ter, Place Alphonse Jourdain à Toulouse (31000), identifiée sous le numéro 422 127 589 R.C.S. TOULOUSE, représentée par Monsieur Thierry OLDAK,

Associé unique détenant la totalité des parts composant le capital de la société 3 RUE DU POIDS DE L'HUILE, société à responsabilité limitée au capital de 5.000 euros, dont le siège social est situé 4 ter, Place Alphonse Jourdain à Toulouse (31000), identifiée sous le numéro 793 217 167 R.C.S. TOULOUSE (ci-après la « **Société** »),

A PRIS LES DECISIONS CI-APRES :

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide d'ajouter deux points à l'objet de la Société, à l'effet notamment de :

- (i) permettre à la Société de contracter tout emprunt à l'effet de concourir à la réalisation de l'objet social, et constituer toutes garanties au profit des prêteurs ;
- (ii) permettre la participation de la Société à toute opération de trésorerie au sein du groupe auquel elle appartient, en particulier, l'octroi ou la réception de toute avance intra-groupe,

et à cet effet décide de modifier l'article 2 « OBJET SOCIAL » des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet les activités suivantes :

- *l'achat, la détention et la gestion d'immeubles ou d'ensembles immobiliers ;*
- *la réalisation de toutes opérations se rattachant à l'immobilier et notamment le lotissement, la promotion immobilière et les opérations de marchands de biens ;*



- *la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;*
- *la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;*
- *l'exercice de toutes activités d'agent commercial, de conseils et toutes activités annexes ;*
- *la création, l'acquisition, l'exploitation et la location de tous fonds de commerce ;*
- *à l'effet de concourir à la réalisation de l'objet social, emprunter toutes sommes, conférer toutes garanties au prêteur, se porter caution hypothécaire ;*
- *la participation à toute opération de trésorerie au sein du groupe auquel la société appartient, en particulier, l'octroi ou la réception de toute avance intra-groupe, et ce dans le respect de la législation en vigueur ;*
- *toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet ;*
- *et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. »*

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, après avoir rappelé qu'il est projeté que celui-ci apporte la totalité des parts composant le capital de la Société au profit de la société GTO FONCIERE, société par actions simplifiée au capital de 159.134,50 € dont le siège est 4 ter, Place Alphonse Jourdain à Toulouse (31000), identifiée sous le numéro 812 533 271 R.C.S. TOULOUSE, décide, sous condition suspensive de réalisation dudit apport, de modifier comme suit le paragraphe I de l'article 7 des statuts de la Société :

"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE EUROS.

Il est divisé en CENT(100) parts sociales de CINQUANTE EUROS (50,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes détenues par la société GTO FONCIERE.

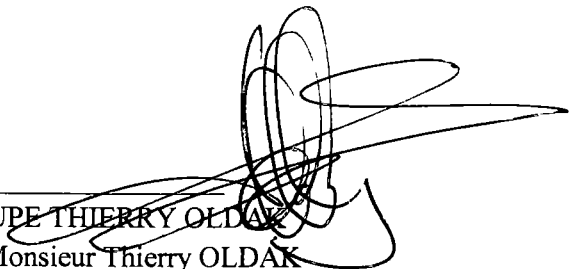
Lesdites parts ont toutes été souscrites, sont réparties dans les proportions indiquées ci-dessus et sont libérées en totalité."

Le reste de l'article demeure inchangé.



TROISIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, ou de dépôt.



La société GROUPE THIERRY OLDAK
représentée par Monsieur Thierry OLDAK

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
TOULOUSE



1891376

Dénomination : 3 RUE DU POIDS DE L'HUILE
Adresse : 4 ter place Alfonse Jourdain 31000 Toulouse -FRANCE-
n° de gestion : 2013B01758
n° d'identification : 793 217 167
n° de dépôt : A2015/016726
Date du dépôt : 09/11/2015

Pièce : Statuts mis à jour



1891376

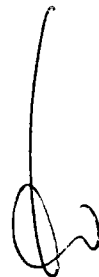
Certifié conforme

3 RUE DU POIDS DE L'HUILE

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 5 000 €**

**SIEGE SOCIAL : 4 TER PLACE ALFONSE JOURDAIN
31000 TOULOUSE**

STATUTS MIS A JOUR LE 16 OCTOBRE 2015



ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet les activités suivantes :

- l'achat, la détention et la gestion d'immeubles ou d'ensembles immobiliers ;
- la réalisation de toutes opérations se rattachant à l'immobilier et notamment le lotissement, la promotion immobilière et les opérations de marchands de biens ;
- la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- l'exercice de toutes activités d'agent commercial, de conseils et toutes activités annexes ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation et la location de tous fonds de commerce ;
- à l'effet de concourir à la réalisation de l'objet social, emprunter toutes sommes, conférer toutes garanties au prêteur, se porter caution hypothécaire ;
- la participation à toute opération de trésorerie au sein du groupe auquel la société appartient, en particulier, l'octroi ou la réception de toute avance intra-groupe, et ce dans le respect de la législation en vigueur ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet ;

et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **3 RUE DU POIDS DE L'HUILE**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.



ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **4 ter Place Alfonse Jourdain, 31000 TOULOUSE**

Il peut être transféré par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années (99) à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

La SOCIETE GROUPE THIERRY OLDAK société à responsabilité limitée au capital de 1 500 000 euros dont le siège social est 4 ter Place Alfonse Jourdain – 31000 TOULOUSE, identifiée au SIREN sous le numéro 422 127 589 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

La somme de MILLE SEPT CENT EUROS (1700,00 €). Laquelle somme a été intégralement déposée dans la caisse sociale à un compte ouvert, au nom de la société en formation, à la BANQUE PALATINE sous le numéro

Monsieur Christophe PIAT, gérant de société, époux de Madame Bénédicte de SAINT VIANCE, demeurant Château Couronneau – 33220 LIGUEUX né le 22 décembre 1959, à PARIS. Marié sous le régime de la séparation de biens au terme de son contrat de mariage reçu par Maître LAFON notaire à SAINT PEE SUR NIVELLE le 22 août 1985, préalable à son union célébrée à la Mairie de SOURAIDE le 23 août 1985. Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis. De nationalité française. « Résident » au sens de la réglementation fiscale.

La somme de MILLE CENT EUROS (1100,00 €). Laquelle somme a été intégralement déposée dans la caisse sociale à un compte ouvert, au nom de la société en formation, à la BANQUE PALATINE sous le numéro

Monsieur Bernard, Daniel JACQMIN, Expert-Comptable, né le 20 novembre 1954 à Talence (33), de nationalité française, inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables d'Aquitaine

Et son Epouse, **Isabelle, Germaine, Simonne, Julie STAQUET**, Juriste, née à Etterbeek (Belgique) le 2 mars 1962, de nationalité française, demeurant ensemble 45, rue Ferbeyre - 33200 BORDEAUX.

Mariés sous le régime de la Participation aux Acquêts suivant un acte modificatif à leur contrat initial, reçu par Maître Denis TEISSIER, Notaire à Bordeaux(33), en date du 18 mai 1994, et homologué par le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux (33) en date du 7 septembre 1995. Date du mariage Civil : 25/08/1989 célébré à ETTERBEEK BELGIQUE

La somme de MILLE CENT EUROS (1100,00 €). Laquelle somme a été intégralement déposée dans la caisse sociale à un compte ouvert, au nom de la société en formation, à la BANQUE PALATINE sous le numéro



Monsieur Arnaud PERRIN, gérant de sociétés, époux de Madame Brigitte BARZIN demeurant 7 chemin de brousse, né le 19 novembre 1969 à VESOUL. Marié sous le régime de la séparation de bien au terme de son contrat de mariage reçu par Maître Daniel MARCADIE, notaire à BORDEAUX le 19 avril 1999, préalable à son union célébrée à la Mairie de SAMATAN le 15 mai 1999. Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis. De nationalité française. « Résident » au sens de la réglementation fiscale.

La somme de MILLE CENT EUROS (1100,00 €). Laquelle somme a été intégralement déposée dans la caisse sociale à un compte ouvert, au nom de la société en formation, à la BANQUE PALATINE sous le numéro

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) euros.

Il est divisé en CENT (100) parts de même catégorie, numérotées de 1 à 100 détenues en intégralité par la société GTO FONCIERE.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 8 – COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en faire rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacé par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.



En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants et descendants d'un associé sont soumises à la procédure d'agrément prévue par la loi et le décret sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 9 BIS - PREEMPTION

La cession de parts de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés et selon les modalités ci-après convenues :

L'associé cédant doit notifier son projet au Gérant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre de parts dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de quinze jours, le Gérant notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai d'un mois pour se porter acquéreurs des parts à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Gérant le nombre de parts qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai d'un mois, le Gérant devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre de parts proposées à la vente, les parts concernées sont réparties par le Gérant entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre de parts proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses parts au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de parts pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des parts qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des parts dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

ARTICLE 9 TER - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.



Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Gérant de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Gérant aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues par les présents statuts.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les deux mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Gérant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.



ARTICLE 9 QUARTER- SORTIE CONJOINTE

Dans l'hypothèse où un associé envisagerait de céder à un tiers tout ou partie de ses parts, il s'engage à faire racheter par l'acquéreur de ses parts toutes les parts de ses coassociés que ceux-ci présenteront à la vente, aux mêmes conditions, ce dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

A cet effet, l'associé cédant notifiera son projet de cession à chacun de ses coassociés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trente jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, en indiquant l'identité et les coordonnées de l'acquéreur, le nombre de titres concernés, le prix envisagé et les modalités de paiement de ce prix.

Ses coassociés disposeront alors d'un délai de trente jours, à compter de la réception de cette notification, pour faire savoir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

Passé ce délai, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe, les coassociés s'engagent à céder la totalité de leurs titres à l'acquéreur au prix et aux conditions de paiement proposés dans la transaction principale et l'associé cédant s'engage à ne réaliser l'opération projetée qu'après que ses coassociés auront été mis en mesure d'accepter et d'exercer leurs droits.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Sur le plan interne, le gérant peut faire tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant non associé ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision de l'associé unique ou des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts.

Monsieur Thierry Michaël OLDAK, assure la gérance de la Société sans limitation de durée.

ARTICLE 11 – CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.



Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique au conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 12 – DECISIONS D'ASSOCIES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Des décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.



Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le **1^{er} janvier et finit le 31 décembre**.

Exceptionnellement, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2014.

Les comptes annuels (bilan, comptes de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'associé unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social. S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes lui sont adressés par la gérance avant la fin du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 15 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associé unique ou l'Assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.



De même l'associé unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.



Si la Société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 – TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONSTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20- REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE – PUBLICITE – POUVOIRS

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la société.

L'immatriculation au registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Thierry OLDAK et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;
- Et généralement pour accomplir les formalités prescrites par la loi.



3 RUE DU POIDS DE L'HUILE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 5000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 4 TER PLACE ALFONSE JOURDAIN
31000 TOULOUSE

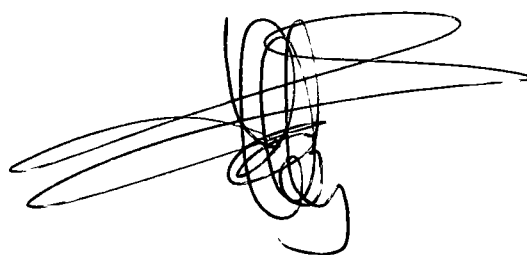
ANNEXE

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS**

- Ouverture auprès de la Banque PALATINE d'un compte bancaire au nom de la société à l'effet d'y déposer les apports en numéraire constituant le capital (libération en totalité)
- Signature entre la société FRAM IMMO et le GROUPE THIERRY OLDAK d'une promesse de vente en date du 29 mars 2013 pour l'acquisition d'un immeuble sis 3 rue du poids de l'huile à Toulouse.

La signature de cet acte a nécessité le versement d'une indemnité d'immobilisation d'un montant de 300 000 € par le GROUPE THIERRY OLDAK, étant ici précisé que :

Monsieur Christophe PIAT a amené la somme de 100 000 € au GROUPE THIERRY OLDAK participant au paiement cette indemnité d'immobilisation ;
Monsieur Bernard JACQMIN a amené la somme de 100 000 € au GROUPE THIERRY OLDAK participant au paiement de cette indemnité d'immobilisation ;
Monsieur Arnaud PERRIN a amené la somme de 100 000 € au GROUPE THIERRY OLDAK participant au paiement de cette indemnité d'immobilisation.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.